



L'Amérique latine après la gauche

Olivier Dabène

► To cite this version:

| Olivier Dabène. L'Amérique latine après la gauche. 2016. hal-03392845

HAL Id: hal-03392845

<https://sciencespo.hal.science/hal-03392845>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

20 Janvier 2016

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/newsletter/archive-9e7b7837745c27618638a59c974e8c11.html>

Édito

L'Amérique latine après la gauche

Par **Olivier Dabène**, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

La victoire en 2015 de Mauricio Macri à l'élection présidentielle en Argentine et, plus encore, la défaite du camp chaviste au scrutin législatif au Venezuela conduisent de nombreux analystes à évoquer la fin d'un cycle politique qui a vu la gauche devenir quasiment hégémonique en Amérique latine dans les années 2000.

La longévité au pouvoir de certaines forces politiques de gauche, et de leurs dirigeants emblématiques, n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'Amérique latine démocratique. Dans huit pays, la gauche sera restée plus de dix ans au pouvoir. Le retournement de conjoncture économique et l'usure du pouvoir sont les deux arguments le plus souvent avancés pour expliquer la fin du cycle de gauche. Cette force politique est parvenue pendant une décennie à fidéliser un électorat composé essentiellement des bénéficiaires de la croissance économique et des politiques redistributives. Les nouvelles classes moyennes ont commencé à se détourner de la gauche au pouvoir dès lors que la croissance ralentissait et que les gouvernements se montraient incapables d'engager les réformes de fond susceptibles de consolider les acquis sociaux. Le thème de l'éducation a, par exemple, cristallisé le mécontentement des jeunes au Chili ou au Brésil.

Les formations de gauche se sont par ailleurs « banalisées », au point de souffrir du même discrédit que les autres partis politiques. Le cas du Parti des travailleurs (PT) au Brésil est emblématique. La formation de Lula, qui avait longtemps incarné une « autre » façon de faire de la politique, est progressivement apparue aussi corrompue que ses adversaires. Enfin, la dérive « illibérale », voire franchement autoritaire, de certains champions de la gauche a provoqué des divisions et fait fuir une partie de l'électorat restée attachée aux valeurs démocratiques.

La tendance va-t-elle se prolonger ? Le calendrier électoral des pays gouvernés par la gauche le laisse penser. Avec toute la prudence que requiert ce genre d'exercice, il y a lieu d'envisager une défaite de la gauche au Pérou en 2016, au Chili en 2017, au Brésil, au Costa Rica et au Venezuela en 2018, et enfin au Salvador en 2019. Elle résisterait en revanche au Nicaragua, en Equateur et en Bolivie.

L'état de l'opinion publique introduit toutefois un facteur d'incertitude. Les enquêtes d'opinion mettent en évidence un profond rejet des partis politiques et des logiques représentatives. Selon

le Latinobaromètre de 2015, seuls 23% des Latino-Américains se « sentent politiquement représentés par leur parlement ». Ce taux varie entre 45% en Uruguay et seulement 8% au Pérou et 13% au Brésil. Une telle crise de la représentation avait, dans les années 1990, provoqué l'émergence d'outsiders, des candidats qui n'appartenaient à aucun grand parti et qui faisaient campagne en utilisant un registre antipolitique démagogique afin de se démarquer des logiques partisans, à l'image d'Alberto Fujimori au Pérou en 1990. Vingt ans plus tard, le rejet des classes politiques est tel, par exemple au Chili ou au Brésil, que de tels profils peuvent réapparaître.

Ils viendraient assurément brouiller les clivages politiques existants et aggraver les problèmes de gouvernabilité en Amérique latine. En 2015, deux outsiders ont été portés au pouvoir : Jimmy Morales à la présidence du Guatemala et Jaime Heliodoro Rodríguez Calderón (alias El Bronco), premier candidat indépendant à un poste de gouverneur au Mexique, dans l'Etat de Nuevo León.

Au-delà des étiquettes des partis qui alternent au pouvoir, le mouvement de balancier entre la gauche et la droite doit être apprécié à l'aune des programmes des candidats. La droite qui revient aux affaires n'est plus néo-libérale et prend bien soin de se montrer respectueuse des programmes sociaux mis en place par la gauche. Au Pérou, la favorite des sondages pour la présidentielle de 2016, Keiko Fujimori, est très critiquée par les partisans de son père, Alberto Fujimori, qui a occupé la magistrature suprême entre 1990 et 2000 et qui est aujourd'hui en prison pour corruption. Ceux-ci lui reprochent de trahir les orientations politiques conservatrices de celui qui fut, en son temps, la référence de la droite latino-américaine.

Au plan régional, la modération de la droite peut faciliter la relance de l'intégration. Avant même son entrée en fonction, Mauricio Macri a rendu visite à ses deux voisins brésilien et chilien. A l'occasion de sa prise de fonction, il a pu s'entretenir avec tous les présidents sud-américains, à l'exception de Nicolás Maduro. Il est vrai que Macri avait déclaré durant sa campagne qu'il exigerait l'activation de la clause démocratique du MERCOSUR pour suspendre le Venezuela de cette organisation, au motif que le régime chaviste ne respectait pas la démocratie. Dans son discours d'investiture, le nouveau président argentin a déclaré que lui et ses invités "croyaient en l'unité et la coopération (...) sans idées préconçues ni rancœur", et qu'il était nécessaire de "surmonter le temps des confrontations".

Clairement favorable à l'ouverture commerciale, Macri va s'employer à convaincre le Brésil de se rapprocher de l'Alliance du Pacifique. Si Dilma Rousseff parvient à se détacher quelque peu de ses préoccupations domestiques, elle prêterait sans doute une oreille attentive aux appels de son homologue argentin. Depuis le début de son deuxième mandat, la présidente brésilienne envisage une ouverture économique. Son ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur, Armando Monteiro, a même brisé un tabou en se prononçant en faveur de la signature d'accords de libre-échange. L'ouverture brésilienne sera lente et graduelle. Aucun accord de libre-échange n'est prévu à court terme mais des mesures de facilitation du commerce devraient être prises. Dans le même temps, l'Argentine démantèlera une partie de son dispositif protectionniste. Au sein du MERCOSUR, le Venezuela va paraître bien isolé, les autres membres – et le Chili – étant désormais favorables à une convergence avec l'Alliance du pacifique.